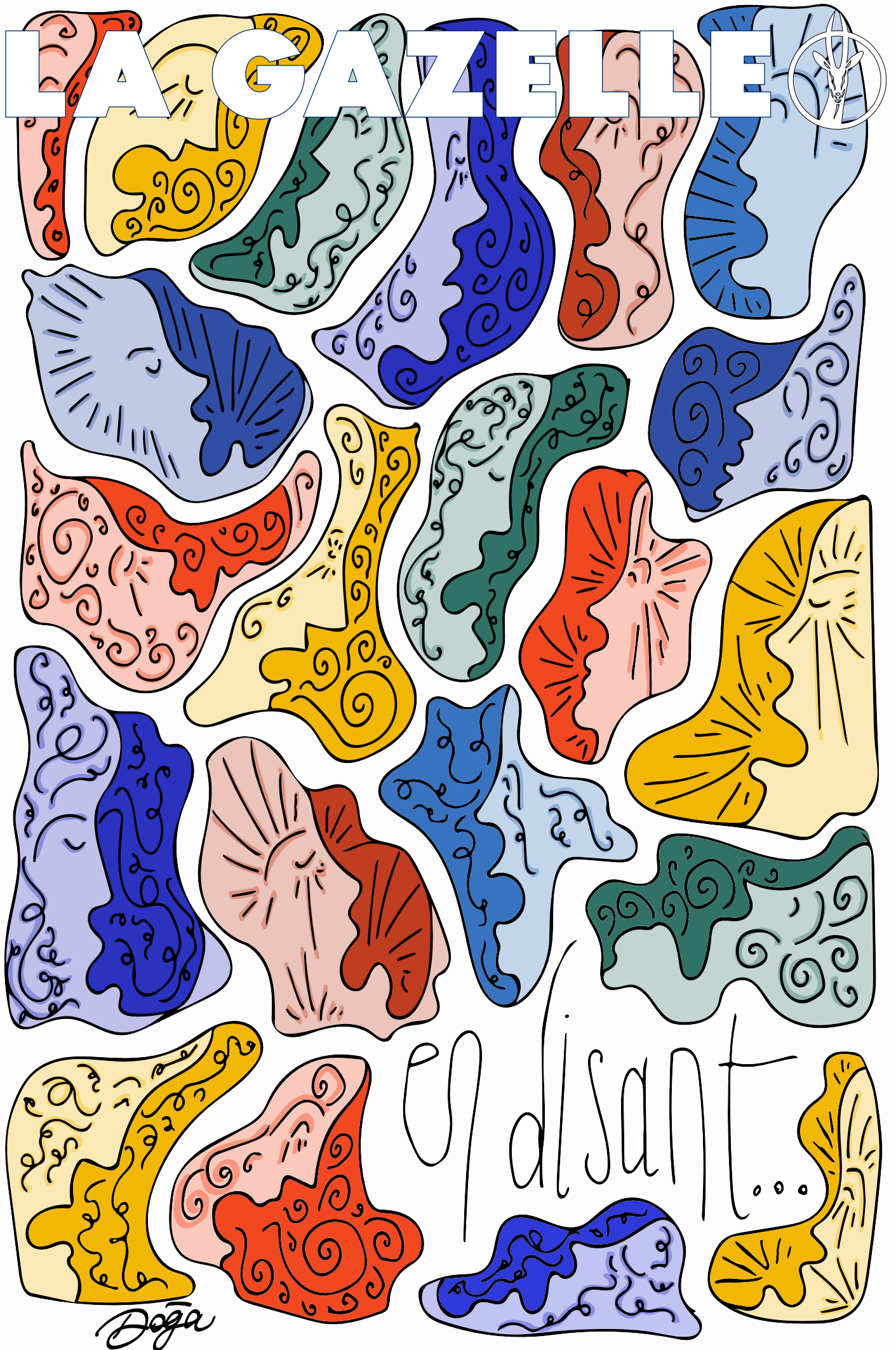


LA GAZELLE



Doga

S O M M

VERS UNE DÉPOLITISATION DES JOURNAUX
ÉTUDIANTSMANON KUBIAK ET VALENTINE PASTOR
PAGES 4-5UN PARLOIR SANS BARREAUX
CLOTHILDE ROQUES
PAGES 6-7LA POLITIQUE EST MORTE :
VIVE L'APOLITIQUE !
M.
PAGES 8-9LE VRAI DU FAUX :
DISSECTION D'UN SCROLL
ALEXANDRE JADIN
PAGES 10-11

ÉDI

« QUE L'ENCRE GIC
qui ne nous donne pas la parole, c
à ses conditions, écrire c'est la prendre

« *La Gazelle ? C'est une longue h*
pour la toute première fois Mario et Maud, les fo
président qui en a assuré la pérennisation. Dix ans

J'avais besoin de vous raconter une histoire pour
d'aller la chercher à la source !

« On venait très tôt le matin à Sciences Po », se sou
les bancs pour faire nos ventes à la criée ; il n'y avait pas
donnaient de leur temps, Ghislain s'était improvisé trésorier
dans cet esprit d'effervescence et d'engouement politique.

« Mon tout premier édito, QUE L'ENCRE GICLE !, résu
un espace autonome où chacun puisse s'engager intellectuellem
aux lignes éditoriales établies. »

Premier journal inter-universitaire, *La Gazelle* voulait cré
le papier », explique Augustin. Voilà la force du journal, « b
Alexandre. Quelle ne fut pas ma surprise lorsque ce joyeu
Démystification », aux pages si fines et avec de simples agrafe
J'apprends que tout était plus simple : moins de paperass
Po.

Il y a des choses qui demeurent : l'engagement politi
Sauf à l'extrême droite, qui n'a jamais trouvé et ne trouver
FN à Sciences Po en 2015, il était clair que l'extrême dro

Ce numéro hors-série se veut suprémemen
des journaux étudiants à la liberté d'expressio
notre dessinateur de presse Pakman, nous v
piquante. Le thème ? Vous me demandez

¹
(1) Le FN obtient le statut d'asso
Source : Benoît Floc'h, « Le Front
Paris », *Le Monde*, 1er

A I R E

TO

CLE ! – Dans un monde
ou qui nous la donne, du moins,
» – Mario Ranieri Martinotti

histoire ». Un soir de janvier, je rencontre
fondateurs du journal, ainsi qu'Augustin, second
nous séparent, mais un journal nous relie.

cet édito. Je me suis dit : quoi de mieux que

venait Maud. « On prenait des tables et on montait sur
une seule personne qui n'était pas interceptée. Les gens
, Thibaud maquettiste ! » C'est ainsi qu'est née *La Gazelle*,

me l'esprit des débuts, poursuit Mario. Nous voulions créer
ment, où l'on puisse s'éloigner des structures journalistiques

er ce lien entre les différentes facs : « Ce qui nous unit, c'est
eau papier, belle encre », comme disait mon prédécesseur
x trio d'anciens m'amena le numéro de janvier 2015, «
es comme reliure.
e administrative, plus de subventions de la part de Sciences

que de *La Gazelle*. Libre à tout un chacun de s'exprimer !
ra jamais sa place dans nos colonnes. « Avec l'arrivée du
ite était bannie de nos rangs. »

nt politique : de l'apolitisme de Sciences Po et
n en Syrie, en passant par un entretien avec
ous proposons une lecture délicieusement

En disant...

ciation reconnue en septembre 2015.
national revient à Sciences Po
r octobre 2015.

TORNOR

ENTRETIEN AVEC PAKMAN

CARLOTTA PENQUER-YALAMOW
PAGES 12-13

CHUT

RAPHAËLLE BOULLET
PAGES 14-15

LES MENACES DE LA SURVEILLANCE DE MASSE

LINA MEDKOURI
PAGES 16-17

ENTRETIEN AVEC ABUDEH

FADEL

MÉLINA TORNOR
PAGES 18-19

À l'occasion des dix ans, des anciens et actuels membres de La Gazelle vous partagent
une musique de leur playlist...



VERS UNE DÉPOLITISATION DES JOURNAUX ÉTUDIANTS ?

MANON KUBIAK ET VALENTINE PASTOR

Historiquement, la presse étudiante est politique. C'est durant le XIX^e siècle, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, qu'elle apparaît. À travers cette nouvelle forme de presse, les jeunes bourgeois.e.s trouvaient le moyen de coucher sur le papier leur désir de se démarquer comme un groupe social élitiste déterminé, mais surtout « d'exister socialement et d'exprimer des opinions politiques¹ ». Mais, cet « acte fondateur² » pour la politisation des étudiant.e.s est très vite bridé par des ordonnances et des contraintes financières, qui interdisent dès lors « à la petite presse de parler politique³ ».

Aujourd'hui, la presse étudiante politique se fait rare. Notre expérience au sein de *La Gazelle* le souligne : notre journal est « a-partisan ». Mais la politisation chez les jeunes n'est pas timide, surtout dans les universités parisiennes, lieu de notre réflexion. Et le métier de journaliste reste très politique. Il nous est apparu nécessaire de tenter d'expliquer cette absence paradoxale de politisation de la presse étudiante.

Peu de journaux actuels publient des articles qui assument une prise de position forte, ou dont le thème est l'histoire ou l'actualité politique. Ce manque de politisation peut, selon nous, être expliqué par de nombreux facteurs. Dans un premier temps, afin d'attirer des lecteur.ice.s, un journal étudiant ne vous embêtera pas avec des tribunes politiques dénonçant le nombre de violeurs dans le gouvernement, ou le nombre d'enfants tués par Israël à Gaza ; il se veut accessible à toutes et tous. Pour être rentable, il doit être acheté par le plus grand nombre. Nous l'avons bien vu lors de nos expériences de vente à la criée : moins il y a de prises de positions, plus de ventes il y a. Et honnêtement, ce sont les universités qui financent notre papier. Alors, nous ne voulons pas les brusquer lors de nos demandes de financement en publiant des articles trop politiques.

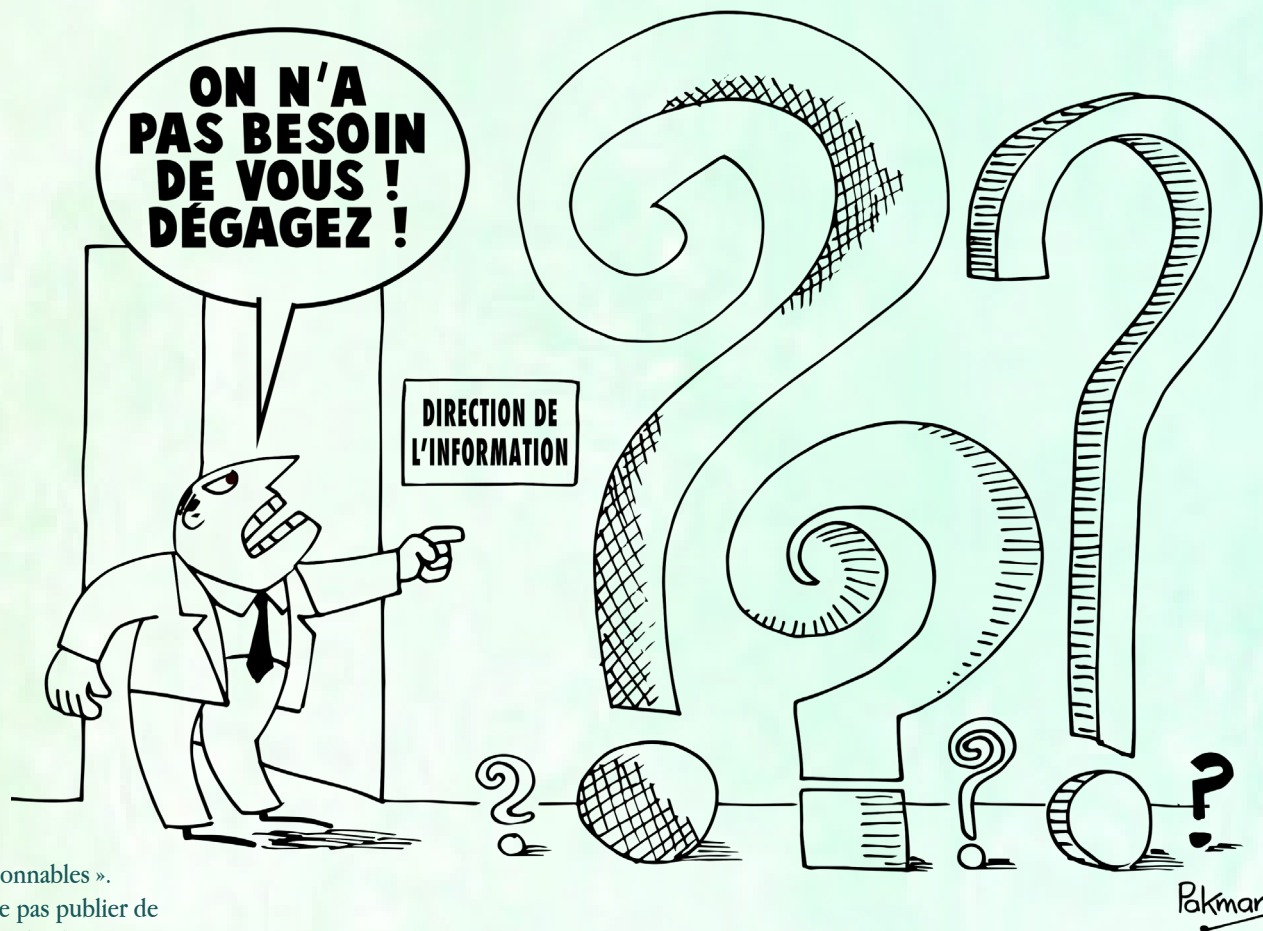
Si la presse étudiante est un lieu d'expression et un laboratoire de réflexions pour les jeunes, elle n'est pas le lieu privilégié de la politisation des jeunes. Les étudiant.e.s s'engagent en politique⁴, occupent des universités, forment des syndicats, organisent des manifestations, des meetings, des conférences... essaient de « faire bouger les choses ». Cependant les soixante-huitards eux-mêmes – aujourd'hui considérés comme un souffle nouveau et libérateur pour la politique⁵ – étaient décrits à l'époque comme des « jeunes enragés » par l'élite politique, notamment par Raymond Aron. Quelle chance ont alors les étudiant.e.s actuel.le.s de faire le poids face à des adultes, bien pensant.e.s, qui les qualifient comme des « professionnels du désordre⁶ » ? Ainsi, peut-être que les jeunes s'auto-censurent face à des discours qui les mettent à l'écart et qui les marginalisent,

lorsque que les mêmes genres de discours trouvent leur place dans la « véritable » presse⁷. Face à une cour des grands très politisée, il vaut peut-être mieux de laisser la place aux professionnel.le.s. Et surtout, les journaux « à orientation politique marquée⁸ » trouvent largement leur place au sein des partis politiques, où ils peuvent faire fleurir leurs idées à l'oral comme à l'écrit.

Si la politique est moins présente dans ces journaux, ce n'est pour donner que plus de place à la culture. Les recommandations en tout genre foisonnent : cinéma, théâtre, lecture, tout y passe. Nous ne pensons pas que cela soit une mauvaise chose et nous ne pouvons que nous réjouir que les étudiant.e.s s'intéressent à la culture. Cependant, le manque de journaux politisés interroge : difficile de croire qu'une jeunesse de plus en plus engagée politiquement ne veuille s'exprimer au travers de la presse étudiante. Alors évidemment, il est possible de lire des articles engagés ou dont le sujet est politique dans la presse étudiante. Citons par exemple l'onglet « La Tribune » du journal *La Péniche* qui a publié des articles le macronisme ou sur le Comité Palestine. *La Gazelle* elle-même possède une rubrique politique et publie des articles engagés politiquement. Malheureusement, ces exemples confirment la règle.

Si nous avons déjà évoqué des éléments qui peuvent nous aider à comprendre le peu d'engagement politique des journaux étudiants, nous avons pu remarquer que faire des recommandations culturelles peut être un engagement ou un positionnement politique comme un autre. Ces conseils sont souvent « de niche » et appartiennent à la « culture légitime⁹ » définie par Bourdieu, celle qui se distingue des classes moyennes et populaires. Finalement, le nœud du problème est peut-être là : sous couvert de ne pas parler de politique, les choix des œuvres et des recommandations trahissent un positionnement politique. Le sujet n'est ainsi pas l'absence de politique au sein des journaux étudiants mais la fausse neutralité affichée qui n'ouvre pas l'espace à l'expression d'opinions divergentes et de débats entre étudiant.e.s. Le refus d'afficher des opinions politiques, de s'engager politiquement au sein d'un journal étudiant est présenté comme de la neutralité, alors que c'est un discours qui maintient la légitimité des positions dominantes et des politiques en place.

La logique est la même appliquée à Sciences Po. Lorsque les femmes et les hommes politiques actuel.le.s dénoncent les manifestations d'étudiant.e.s en faveur de la Palestine en insistant sur le devoir de neutralité politique d'une institution comme Sciences Po, elles et ils justifient en réalité un positionnement de Sciences Po de droite. Elles et ils décrédibilisent toutes oppositions en les qualifiant d'« extrêmes » ou de



« déraisonnables ».

Ainsi, ne pas publier de journaux étudiants ouvertement politiques, c'est desservir le débat, réduire la possibilité d'émergence de nouvelles pensées politiques, favorisant ainsi les discours dominants présentés comme légitimes et neutres.

On ne s'attend pas à ce que les journaux étudiants se politisent tant que les étudiant.e.s eux-mêmes ne se ressaisissent pas de cet outil qu'est la presse et ne soutiennent pas les journaux qui s'engagent. Parce que les soutenir permet à ces journaux de s'émanciper de la tutelle des universités et crée des espaces de réflexions politiques collectives dans un moment où la dépolitisation est à la mode.

(1) Laurence Corroy, « Une presse méconnue : la presse étudiante au XIXème siècle », Semen [En ligne], 25 | 2008, mis en ligne le 22 février 2009.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) Cheikh Baldé, Caroline Chalier, Frédéric Kijowski, Jean-Philippe Legois et Emmanuel Porte, *État des savoirs : Les engagements des étudiants. Formes collectives et organisées d'une identité étudiante*, Rapport pour l'Observatoire de la Vie étudiante, juin 2009.

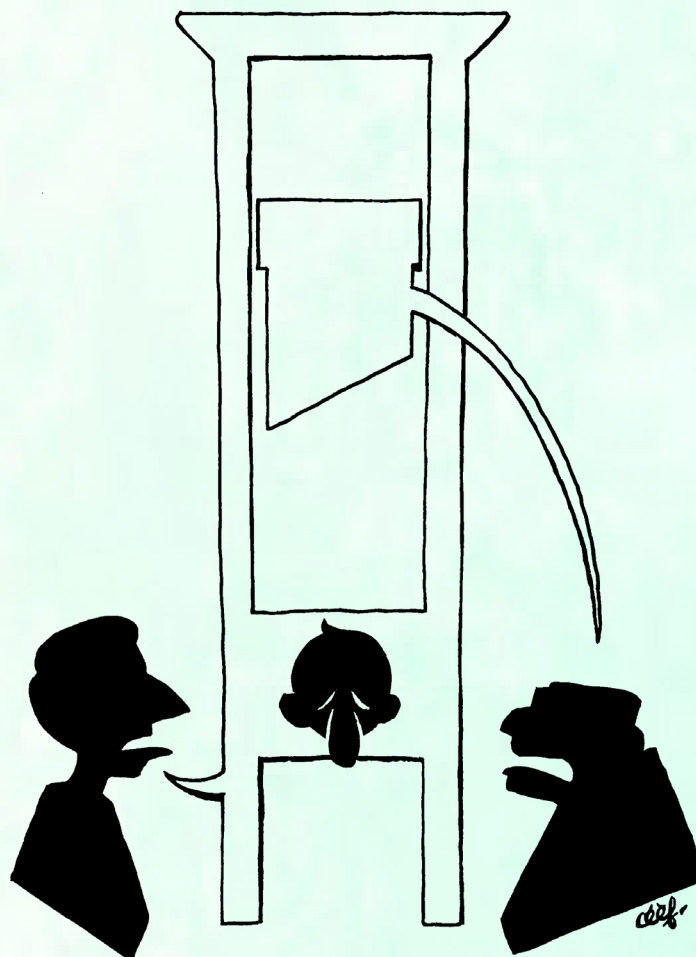
(5) Notons que ce « nouveau souffle pour la politique » était uniquement constitué de jeunes hommes blancs et bourgeois.

(6) Julie Le Mazier, « La lutte politique des étudiants », *La vie des idées*, ed. Collège de France, 8 mai 2018.

(7) Notons que les journaux les plus vendus en France ont tous une orientation politique.

(8) Pauline Fréour, Mathilde Labbé, Virginie Plaut et Alexandra Voinchet, « La presse étudiante », Mémoire de recherche, Analyse critique des médias, IEP Paris - Master Management de la Culture et des Médias, janvier 2005.

(9) Pierre Bourdieu, *La distinction*, Editions de Minuit, 1979.



UN PARLOIR SANS BARREAU

JOURNAL EN PLEIN AIR

Si on ne se rend pas bien compte du temps et de l'argent que l'on dépense lorsque l'on est un habitué des cafés, on ne réalise pas non plus le débit de paroles qu'on y laisse. On citera encore et toujours cette phrase associée à Balzac pour sa *Comédie humaine* « Le comptoir d'un café est le parlement du peuple ». Réunion des grands du royaume au temps de Philippe Auguste ou l'Assemblée nationale et le Sénat aujourd'hui, le parlement est tout d'abord constitué du verbe *parler*. Alors aux tables des terrasses, on parle aussi, à un suffixe près du pouvoir législatif. Voilà le parlement du peuple.

Mais de quoi parlons-nous ? Nous laissons dans l'air fumeux de notre passage divers aromates. Un parfum de commérages, une infection de conneries, un bouquet de bonnes idées, des relents de médisances et, parfois, l'effluve d'un dialogue fertile. On y sent également l'émanation pâle d'une nouvelle rencontre, l'incendie d'une dispute ou l'essence d'un projet. Au-delà des odeurs, on écoute. Écouter c'est, l'espace d'un moment, ne pas être écouté. C'est à cet instant, attentif à cette étrange proximité d'inconnus, que l'on prend conscience de la polysémie du mot « partage ». Nous partageons le café et nous l'étendons en le rendant pluriel, et nous le diminuons en profitant d'un seul morceau de l'espace.

Et dans cet espace, il y a des paroles.

On remarque par ailleurs que les conversations ressemblent parfois à leur cadre. Classe sociale des consommateurs, quartier, prix du verre, esthétique de l'endroit, peut-être y aurait-il autant de cafés que de profils au parlement du peuple.





Observons ici un éventail superficiel et non exhaustif des cafés parisiens et de leurs plus fréquentes fragrances.

Quelle meilleure entrée en matière, en parlant de parfum, que celle des coquets cafés fleuris ? Très appréciés par la petite bourgeoisie parisienne, ces cafés poussent dans le centre de la capitale à la vitesse d'une mauvaise herbe. On y entend le plus souvent le caquet typique du *gossip*. On raconte les rencontres, on médite sans vraiment y méditer, on se plaint de plein de choses. Les mots qu'on perçoit le plus souvent sont « Elle m'a dit que... ». Sous le plafond végétal, un parterre de paroles rapportées. La didascalie précise que l'expresso sera facturé 3 euros 50.

Engouffrons-nous dans les ruelles les plus étroites de la ville. Là nous avons plus de chances de tomber sur l'indétrônable *petit café* que l'on aperçoit dans les *Aristochats*. Traditionnel, il s'habille d'un peuple moins galant, mais tout à fait parisien. On y voit moins de touristes, et plus de serveurs désabusés. Moins de fleurs, plus de cigarettes. Plus de journaux en papier, moins de verbiage.

Toutefois, les mots que l'on entend le plus semblent être « Il m'a dit que... ». « L'autre » nous obsède...

Il y a aussi les cafés moches. Les cafés sans lumière, ou caressés d'un éclairage de lait. Les chaises sont sans harmonie, la télévision remplace la musique, l'enseigne est sans vie ou braillarde. Ici, le vin n'est pas très bon mais son prix est commode. Pour rien au monde une dame des cafés fleuris n'y mettrait les pieds, mais quelquefois, quand la vie ne sent plus rien, il se peut qu'elle se hasarde au comptoir d'un bistrot de rien. Le creux des paumes tourné vers le ciel, le néon de l'enseigne baigne son visage vert. Elle n'a plus rien à dire, et c'est là qu'elle écoute, sans vraiment le vouloir, les crapules du bouiboui : « Et donc je lui ai répondu... ». *Vox populi, vox Dei* : les cafés sont les recueils des conversations conversées.

LA POLITIQUE EST M VIVE L'APOLITIQUE !

O R T E :

DE L'APOLITISME DANS LE MILIEU UNIVERSITAIRE, NOTAMMENT À SCIENCES PO

Sciences Po n'est pas seulement un établissement d'enseignement supérieur, c'est une véritable « école de la domination¹ ». L'école est fondée en 1872 par Émile Boutmy dans un contexte de crise politique et sociale en France, marqué par la défaite face à la Prusse (1870-1871) et la Commune de Paris (1871) : l'objectif principal est alors de former une élite capable de stabiliser le pouvoir et de diriger efficacement le pays.

Ce n'est pas seulement un lieu où l'on acquiert des connaissances théoriques : Sciences Po contribue à renforcer l'ordre social établi en formant une élite homogène et privilégiée, déconnectée des réalités des classes populaires, et incapable de remettre en cause l'ordre en place. On y apprend une vision du monde marquée par une orientation libérale, qui priorise l'efficacité économique et la compétitivité internationale. Ce qui se présente comme une neutralité apparente n'est en réalité qu'une façade qui masque une véritable orientation idéologique : celle du *statu quo* libéral. Les élites formées à Sciences Po imposent leur vision du monde comme étant la seule valable, marginalisant ainsi toute alternative politique ou sociale.

Sciences Po a délibérément cherché à dépolitiser ses activités. L'orientation prise par des figures comme Jean Bassères et Luis Vassy en témoigne : musellement des mouvements politiques comme celui des soutiens à la cause palestinienne, contrôles disciplinaires renforcés et interventions politiques (notamment de Gabriel Attal). L'institution semble se détourner des enjeux politiques pour se concentrer sur des préoccupations économiques et institutionnelles, préservant ainsi son image apolitique tout en participant activement à la reproduction de l'ordre établi.

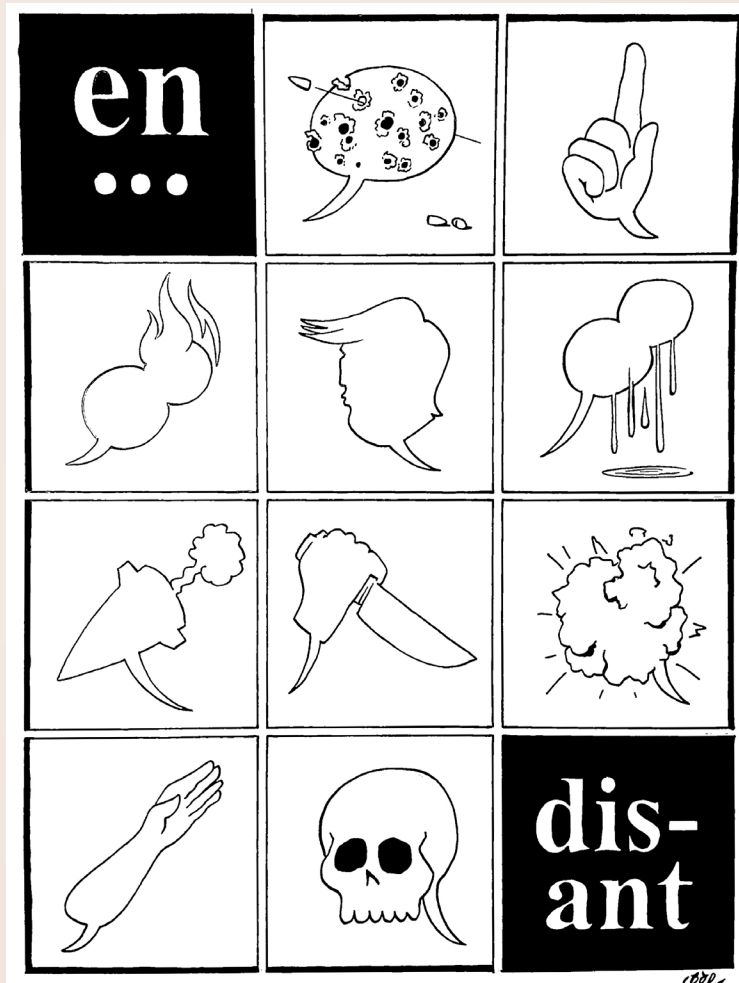
La Marchandisation de la Politique : De la Péniche au Capitalisme

La Péniche², ce *Temple* autrefois orné de portraits de figures révolutionnaires comme Mao ou Che Guevara, incarne cette logique consumériste, où le capitalisme et l'ordre établi sont vus comme évidents. Des entreprises comme Safran et THALES (omniprésentes aux forums de Sciences Po carrières malgré leur soutien actif au génocide en Palestine) BNP, ou IVMH (dont les plaques affichées dans les quatre coins de l'école ne manquent pas de rappeler la générosité des dons) témoignent d'une évolution vers une institution où la politique cède la place à une logique politique de marché.

Se déclarer neutre face à une situation politique n'est pas un acte apolitique, mais bien un choix en soi, avec des conséquences morales et politiques³. Se dire neutre face aux injustices et aux enjeux sociaux revient à soutenir tacitement l'ordre existant. Dire que l'on est « apolitique », c'est maintenir le *statu quo* et exclure les alternatives sous prétexte de « nuance » ou de « modération ».

Le sac à main comme idéologie : Quand Sciences Po se consomme

Le triomphe de l'apolitisme consumériste se manifeste dans l'érosion de l'engagement politique au profit de préoccupations individualistes et consuméristes. Le capitalisme a créé une société où les objets de consommation deviennent des symboles d'identité et d'appartenance⁴. À Sciences Po, cette tendance est palpable. Dépolitisation absolue, on retrouve des étudiant.e.s passif.ve.s face à la situation dans le monde, trop occupés à choisir la paire de *Golden Goose* ou le sac



Jérôme Dreyfus adéquat pour le jour qui suit. Les BDE, de plus en plus apolitiques, se concentrent sur l'organisation de soirées et la vente de produits dérivés de l'image de l'école, loin des engagements politiques d'antan. A-t-on déjà vu le Bureau des Etudiants prendre position en faveur des luttes portées par le Comité Palestine et les différents syndicats ? A-t-il déjà pris part contre la répression de ses différents directeurs au risque de perdre ses financements ?

Sciences Po est devenu une marque, un objet de consommation. À travers les vêtements et accessoires qu'elle propose à la vente, l'école s'inscrit dans une logique où l'image prime sur l'engagement. Ce qui compte aujourd'hui, ce sont les carrières et la consommation, et non plus la politique⁵. Le capitalisme devient l'unique horizon, dans lequel toute contestation est rendue impossible. Le discours de figures comme Eric Zemmour, qui appelle à « libérer la France de la politique⁶ », est symptomatique de cette dépolitisation généralisée.

Et si Fukuyama avait raison ?

M. (ANONYME)

Pop Sciences Po, c'est là qu'on va,
Pour des idées qui restent là,
Pop Sciences Po, dans la lumière,
Élites, politiques, l'air de rien, c'est clair.
Le consumérisme, dans tous les coins,

Là, la politique devient un gain,
La Péniche, les marques et les gens,
Derrière les logos, tout s'effondre lentement.
Pop Sciences Po, c'est une réalité,

Pas de place pour l'humanité,
Pop Sciences Po, la scène est jouée,
Mais à quel prix ? Qui a payé ?

(1) Dejean, Mathieu. *Sciences po, l'école de la domination*. Paris : La Fabrique éditions. 2023. 153 p.

(2) La Péniche est le nom d'un couloir emblématique de Sciences Po, là où ont lieu les débats et tractages. Ce couloir a inspiré le nom du journal étudiant de l'école.

(3) Sartre, Jean-Paul. *L'être et le néant: essai d'ontologie phénoménologique*. Édition corrigée. Paris : Gallimard. 2017. 836 p. (Collection TEL ; n° 1).

(4) Baudrillard, Jean et J. P. Mayer. *La société de consommation : ses mythes, ses structures*. Paris : Gallimard. 2018. 318 p. (Collection folio Essais ; n° 35).

(5) Lipovetsky, Gilles. *L'ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*. Nouv. éd. Paris : Gallimard. 2008. 327 p. (Collection folio Essais ; n° 121).

(6) Voir à ce propos, Éric Zemmour à Orange, le samedi 7 septembre 2024 lors des universités d'été de Reconquête ! : « Nous devons libérer les français de la politique. Nous devons libérer la France de la politique. Nous devons dépolitiser ce pays ».

DISSECTION • —

S D'UN

SCROLL

141 mètres.

Soit la distance moyenne parcourue quotidiennement des yeux en scrollant d'après une étude Oneplus de 2021. Ces images sont désormais souvent hybridées à l'intelligence artificielle générative. Et si cette arrivée massive dans la production des *Reels* Instagram était le signal faible d'un regain d'intérêt pour la recherche de vérité ?

Une bataille numérique comme tant d'autres s'allonge dans le fil des commentaires d'un « *Reels* » Instagram. « IA », ou « pas IA » ? Les adversaires s'échaudent. Débloquent des argumentaires. Parlent de mieux regarder les doigts. Invoquent le bon sens. Excitent des raisonnements. Manigancent des imaginaires.

C'est désormais le lot de nombres de ces courtes vidéos : une seule et même question « *Is this real ?* ».

Dopées à l'intelligence artificielle générative, comme *DALL-E* ou *Midjourney*, ces publications tirent leur valeur informative moins de ce qu'elles montrent que de ce qu'elles valent *en vérité*. Qu'il s'agisse de

la poiscaille difforme hissée des profondeurs par des marins effrayés, d'un *Reels* de la robe de chambre de Gabana doudoune tombante au ras des mollets, ce qui compte c'est ce qu'elles nous font voir, ce qu'elles nous voyons sur un *Reels* de ce que nous pourrions voir dans le réel. Et ce qui est souvent perdu.

Perdus, quoiqu'accrochés. Notre attention mord à l'hameçon et salive de ces images mordorées. Elle s'attarde, elle ne sait qu'en croire. « Il y a faux lorsque la distinction du réel et de l'irréel n'est plus discernable », écrit Gilles Deleuze dans le livre d'entretien *Pourparlers*. Le faux n'est pas un état binaire, l'envers d'une vérité soudain giflée, mais une « puissance qui rend le vrai indécidable ». C'est dans cet état d'indécision que nous sommes jetés. Ce mouvement d'indécision, sur lequel nous butons, c'est le faux lui-même. Toujours dans ce même livre d'entretiens, Deleuze parlait de « deux régimes de l'image ». D'abord, le régime « organique » de « l'image-mouvement » procédant par « coupures rationnelles et par enchaînements, et qui projette lui-même un modèle de vérité (le vrai, c'est le tout...) ». Et ensuite un « régime cristallin, qui est celui de l'image-temps, procède par coupures irrationnelles et n'a que des ré-enchaînements, et substitue au modèle du vrai ». Nous sommes en plein dans le modèle des *Reels*. Plus de vérité, mais la puissance du faux défaisant des classifications éprouvées.

Loin de s'accommoder de l'indécidable, nous cherchons, n'en déplaise à Deleuze, à retourner à l'image-mouvement et son régime de classification qu'il instaure. Preuve en est, la plongée parfois abyssale dans les commentaires, pour mieux s'y retrouver dans cette sarabande d'impressions sans point d'accroche avec la vérité. La pêche aux informations commence, de haut en bas, des sous-commentaires, les gloses commencent. Certains avancent laborieusement recopier à la main sur une barre de recherche, du texte sur l'application. Mais aussi, nous y quêtons confirma-

es ou d'un pape fringué en Dolce
est l'adéquation de ce que nous
en la matière, nous sommes bien

Le fait est là, tout net : nous voulons savoir la vérité. En pleine « ère de la post-vérité », nommée ainsi en réaction à la démultiplication des « faits alternatifs » lors de l'accession de Trump à la présidence des USA, les *Reels* d'Instagram s'apparentent à un bastion de la volonté de savoir. En 2016, le prestigieux dictionnaire d'Oxford renvoyait aux « circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique

que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles » tout en précisant que « le préfixe post dans post-vérité a une signification proche de l'idée " d'appartenir à une période dans laquelle le concept spécifié est devenu sans importance

». Sauf que voilà, Πάντες ἄνθρωποι τοῦ εἰδέναι ὀρέγονται φύσει ; Tous les hommes désirent naturellement savoir, dixit Aristote. Les *Reels* indiscernables d'Instagram sont moins le symptôme d'une époque que la preuve que nous avons peut-être un peu vite tourné la page de la vérité. En pensant que les mutations dans la manière de faire de la politique allaient réagencer l'ensemble de notre rapport au réel, nous avons peut-être mis la charrue avant les bœufs.

Certes, les évolutions techniques comme l'IA générative créent des conditions qui rendent plus difficile son exercice. Mais elles nous poussent dans le même temps à éprouver de nouveau ce désir de vérité. Ces distorsions de la puissance du faux n'est pas le signe d'une ère de post-vérité, où la vérité n'aurait plus aucune valeur, mais au contraire, d'une sorte d'hyper-vigilance vis-à-vis de la vérité. Le problème, c'est que cette soif de vérité ne peut pas toujours s'étancher. Ces *Reels* nous maintiennent dans un état d'incertitude. Contiennent

plus *likés* aux moins *likés*. Dans
des sources. Des liens qu'il faut
étant impossible de copier-coller
ation de nos propres soupçons.

des désirs d'élucidation. Hypnotisent le doute sur lui-même. Jusqu'à trancher. Net. Il suffit d'un glissement de pouce vertical. Et de deux autres pour désinstaller l'application.

ALEXANDRE JADIN



LANCEUR D'ALERTE.

PAKMAN :

« L'HUMOUR EST LA CHOSE LA MOINS BIEN PARTAGÉE AU MONDE »

CARLOTTA PENQUER-YALAMOW

Petit-fils de mineurs polonais émigrés en France dans les années 1930, Yves Pakula alias Pakman a longtemps travaillé en agence de pub en tant que concepteur-rédacteur et directeur artistique. De sa pratique de la conception de films publicitaires, il gardera le goût du dessin cadré ; de son expérience publicitaire, il retiendra l'importance de l'identité graphique. En 2008, alors qu'il s'essayait déjà à la BD et au dessin d'actu, Pakman devient dessinateur professionnel et publie dans *Bakchich.info*, ou encore *Siné hebdo*. En 2023, après avoir répondu à un appel sur le compte instagram de *La Gazelle*, il intègre l'équipe du journal. Je lui ai posé quelques questions sur son parcours et sa vision actuelle du dessin de presse.

Pakman, raconte-nous ton parcours...

Après le bac, je suis entré à l'École Estienne située place d'Italie, à Paris. C'est une école qui prépare en trois ans aux métiers de l'édition, de l'imprimerie, du graphisme et de la communication. Entre les quatre, j'ai choisi la communication et j'ai travaillé ensuite dans la publicité pendant plus de 25 ans. Puis, j'ai été viré, comme la majeure partie des gens. On était en 2008, en pleine crise financière des *subprimes*. La situation économique n'étant pas terrible, les agences de communication ne recrutaient plus. J'ai donc décidé de changer de métier. Il se trouve que cette même année, j'ai profité de la naissance de deux médias pour travailler pour eux : *Siné hebdo*, en presse papier, et *Bakchich.info*, un site *pureplayer*, sur internet.

Pourquoi avoir choisi la voie du dessin de presse ?

J'ai toujours aimé dessiner. Au départ, je rêvais de faire de la bande-dessinée. Malheureusement, c'est très compliqué. C'est une histoire d'entre soi, de réseaux et de

copinage. J'avais commencé par la BD, mais tant qu'on n'est pas connu ou qu'on ne connaît pas un tel, il n'y a aucune chance. Je me suis alors orienté vers le dessin de presse que j'aimais déjà beaucoup, à travers le travail de dessinateurs comme André François ou Chaval. La BD, c'est un marathon. Le dessin de presse, c'est un 100 mètres : tu te renseignes sur l'actualité et aussitôt tu fais un dessin. J'ai fait ça pendant des années pour la publicité, je cherchais des idées, ou plutôt j'en trouvais. Toute la nuance est là...

En 2003, tu envoies un dessin à Charlie...

Pendant cinq ans, presque tous les mercredis, je leur envoyais quatre à cinq dessins par fax, parce qu'ils n'avaient pas encore de mail. Je n'ai jamais eu l'ombre d'un soupçon de réponse... Ils étaient un petit groupe, ils ne répondaient à personne. Un jour, quelqu'un me dit : « T'as qu'à envoyer tes dessins à *Siné Hebdo* ». *Siné Hebdo* a été créé en 2008 par le dessinateur Siné, après avoir été licencié de *Charlie Hebdo* cette année-là. Aussitôt, j'envoie par mail à *Siné Hebdo* trois quatre dessins. Le lendemain, alors que pendant cinq ans je n'ai jamais eu une seule réponse de *Charlie*, Siné me répond : « On a vu vos dessins, ils sont très bien, bravo ! »

Quand tu commentes l'actualité, est-ce que tu fais forcément dans l'incorrect ou dans la revendication ?

Oui et non, parce qu'il y a forcément des choses qui m'énervent, mais il ne faut jamais se laisser emporter par ses émotions. Selon moi, c'est très important de prendre toujours du recul. Pour dessiner sur l'actualité, je lis la presse, *Libération* par exemple et j'écoute la radio. Du point de vue des idées, c'est ce que j'en pense personnellement. Je ne suis pas forcément de droite, pas forcément de gauche. Je ne suis pas au centre non plus.

Pakman



Cabu, dessinateur de *Charlie*, disait : il faut savoir «prendre parti» et «être méchant». Le dessinateur doit-il prendre position ?

Le dessinateur peut prendre position, comme il peut ne pas le faire ou le faire sans le faire, en mettant tout le monde dos à dos. Par exemple, si je devais faire un dessin sur la situation des femmes en Iran, jamais je ne pourrais les attaquer. Je les défendrai, parce que c'est mon opinion. Mais il y a sûrement des dessinateurs qui se moqueraient d'elles, et j'estime qu'ils ont le droit. Je n'attaquerai jamais des gens qui ne pensent pas comme moi, au contraire. Ça me permet de discuter et de me nourrir. Le plus dur, c'est le refus de la discussion.

Les dessins de *Charlie Hebdo* sur le procès des viols de Mazan ont beaucoup choqué. L'as-tu déjà été en général par un dessin de presse ?

Non, jamais. Aujourd'hui, la situation a beaucoup changé avec les réseaux sociaux. Dans les années trente, tu allais acheter ton journal au kiosque. Il y avait une presse de droite, une d'extrême droite, une antisémite comme *Je suis partout*. Et peu de presse de gauche,

comme *l'Humanité*. On n'empêchait pas les torrents de boue déversés sur Léon Blum par exemple, qu'on traitait de sale juif. Ces journaux n'ont jamais été inquiétés. En revanche, Ralph Soupault, caricaturiste français engagé à l'extrême droite, qui a collaboré avec l'Allemagne nazie, a passé quelques années en prison, parce qu'il a fait plein de dessins antisémites pendant les années d'Occupation. Selon moi, il faudrait pouvoir combattre les gens et leurs opinions plutôt que de les censurer alors que leurs idées continuent d'exister... Mais dans la presse, normalement, tu as une rédaction derrière toi quand tu dessines. Tu as des gens pour dire oui ou non à telle proposition. Les limites, ce sont donc celles que l'on se fixe à soi-même, et celles que te fixerait un journal.

Comment se fixent justement ces limites ?

Par les lois qu'on a en France. Il y a bien des choses que l'on a le droit de faire et que l'on n'a pas le droit de faire. Avec la loi Gayssot du 13 juillet 1990 par exemple, tu n'as pas le droit de tenir des propos antisémites, racistes, xénophobes ou négationnistes. C'est interdit. Ce n'est pas considéré comme une opinion, mais comme un délit. Tout comme faire l'apologie du nazisme, des crimes de guerre nazis ou de l'homophobie. Quant à la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse, elle condamne la diffamation, l'injure et la calomnie. On peut t'attaquer en tant que dessinateur si par exemple tu as calomnié Emmanuel Macron en le traitant de sale con. En principe tu n'as pas le droit de le dire et de le mettre en exergue dans la Une d'un journal. Il vaut mieux éviter...

Il y a 10 ans, le 7 janvier 2015, *Charlie Hebdo* était visé par un attentat. Suite à ces événements, as-tu songé à cesser d'exercer ton métier ?

Non, surtout pas. Je travaillais encore pour *Siné* à ce moment-là. La veille des attentats, j'étais à la rédaction, on fêtait la galette. Le lendemain, on apprend la nouvelle, j'avais les boules. Il y a plein de gens qui m'ont téléphoné, parce que beaucoup confondaient encore *Siné* et *Charlie* et pensaient que j'étais dans les locaux au moment des attentats. Il y a eu de la solidarité entre nous tous. Depuis, il y a encore des dessinateurs de *Charlie* sous protection policière, comme Coco, qui travaille aujourd'hui pour *Libération*. Il y a aussi des dessinateurs de *Charlie* qui ont complètement arrêté, comme Luz, qui ne voulait pas vivre sous surveillance. D'autres parce qu'ils ont eu la trouille.

Que réponds-tu à l'éternelle question : « peut-on rire de tout » ?

Je répondrais qu'on ne peut rire *que* de tout, dans les limites de la loi. L'humour, tu ne l'expliques pas. Si tu n'es pas d'accord, tu ne ris pas. L'humour est la chose la moins bien partagée au monde.

Les secondes défilent, oppressent et tordent les cœurs noués qui scandent en écho le fracas insoutenable à venir. Huit heures quatorze, quinze. Hiroshima. Puis... le silence.

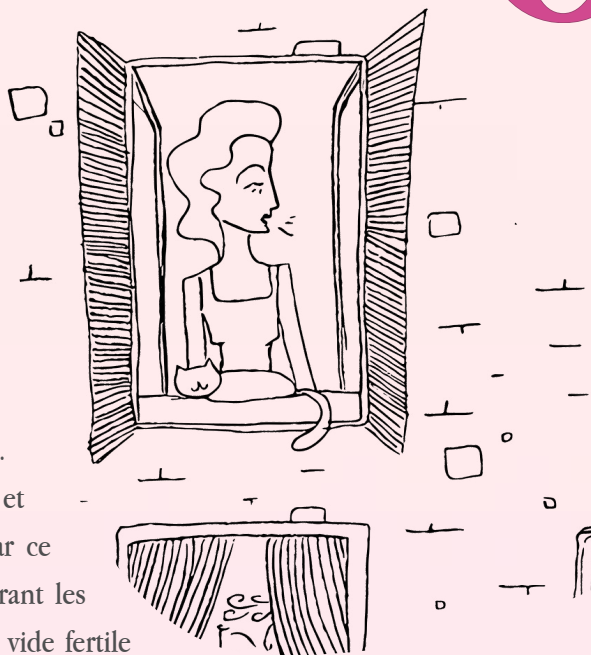
L'uranium a arraché au monde entier un silence sonore et fracassant. Parce que oui, le silence n'est pas qu'une absence de bruit venant interrompre le brouhaha du quotidien. Il est une présence à part entière, dense et polysémique, qui se manifeste autant par ce qu'il tait que par ce qu'il révèle. Parcourant les recoins de l'indicible, il s'illustre comme vide fertile et rassemble. Souvent déprécié ou effrayant, il donne pourtant accès à un état libérateur et propice à la création où les idées s'articulent et les émotions prennent forme.

Le vide comme outil créateur

On se cache souvent derrière le martèlement des rythmes quotidiens, persuadé.e.s que l'agitation alimente la pensée et inspire. De ces palpitations émanent des réflexions et des idées à foison que l'on gobe de façon presque industrielle.

Pourtant il est temps de disséquer ce vide tant redouté, capable de transformer l'artiste et son œuvre, en les abrogeant des tensions liées au processus créatif. L'inspiration autrefois noyée dans le bruit recouvre sa pleine dimension et tisse de nouveaux univers. Il offre une page blanche presque immaculée, un prélude à l'action de laquelle peuvent surgir un coup de pinceau, lettres ou notes funambules. Loin d'être un obstacle, la clarté qui en émane s'illustre comme une réelle présence prolifique.

La surdité inexorable de ce grand compositeur n'a pas su freiner son effusion artistique. Pourtant destiné à une obscurité sonore macabre et désolante, Beethoven l'a exploitée dans ses moindres recoins et transformée en



C

H

U

bouillonnement inventif. En s'aidant des vibrations, il compose certaines de ces œuvres les plus audacieuses comme la *Neuvième symphonie*. Ce qui aurait pu être une condamnation devient alors une légende : celle d'un compositeur qui, paradoxalement, écoute le silence mieux que personne.

Le silence, une expérience collective

Différemment, il ne faut pas donner au silence une chance d'enfoncer le mythe de l'artiste ermite et solitaire que l'on connaît par cœur. Il est commun à tous.tes et se rapproche davantage d'un moment de partage que d'une expérience individuelle. Ce socle est ancré dans notre « mémoire collective » jungienne, comme une sorte de bagage mémoriel acquis dès la naissance. On dispose ainsi tous.tes d'un même langage, incluant un silence aux qualités polyglottes. Se taire, s'abandonner, s'abstraire pour estomper les différences et créer une toile unitaire. Dès lors, le non-verbal revêt

à l'écoute de l'autre qu'à une absence infructueuse. À l'écran, au théâtre, dans une salle de concert ou sur une place publique, il impose un moment d'unité. Seuls les battements du cœur résonnent alors qu'aucun autre bruit ne se fait entendre, comme une réelle communion.

Ces pauses universelles révèlent ainsi une puissance mémorielle inégalée, l'écoute témoignant de respect et d'une réelle considération envers un événement ou une personne. Souvent associée à la mort ou l'horreur, elle implique à l'inverse une certaine neutralité dans ces instants de contemplation, qui gomme les tensions nous divisant pour un combat commun vers la perpétuité. Ce silence est actif, presque bavard: il parle d'écoute, de respect et de renouvellement mémoriel. Il dépasse les frontières culturelles, créant un langage universel que tout le monde peut comprendre.

Indicibles

Le silence nous apparaît alors comme un nouvel alphabet, nous permettant d'évoquer des choses d'une instance autre, appartenant au domaine de l'indicible. Dans ses thèses sur le langage, Bergson montre les limites du verbal et les difficultés qu'il rencontre pour capturer l'essence même des expériences intimes et ressentis. On se contenterait des étiquettes posées sur les choses sans les saisir en profondeur. Les flots de mots perdent alors de leur superbe pour redorer en contrepartie le silence et son humilité, capable lui, d'atteindre l'ineffable. La puissance d'une pause dans un discours solennel ou d'un soupir valent plus qu'un assemblage de lettres déstructuré.



Le cinéma a décidé d'allier images et sons, comme si le visuel ne suffisait pas. Pourtant muet dans ses débuts, l'ajout des bruitages s'explique sans doute par des pulsions grandiloquentes et des envies insatiables d'immensité. Et pourtant, c'est face à la scène de téléphone entre Harry Dean Stanton et Nastassja Kinski que nous sommes sortis bouche bée des salles projetant *Paris, Texas* en 1984, l'image triomphant sur le son, et le regard sur les lèvres. Pas de grandes tirades ni de musique de fond, seulement des regards et cette absence de mot iconique. C'est ce vide sonore qui rend la scène inoubliable – et son esthétique aux teintes saisissantes bien sûr.

Le silence devient le langage principal, un outil narratif révélant des émotions brutes et universelles que les dialogues tendent à alourdir. Levier à la création et au partage, il serait malheureux d'oublier ses vertus dans nos sociétés bruyamment oppressées. Plus qu'une absence, il est une présence essentielle, propice à la création, à l'unité et à la contemplation.

RAPHAËLLE BOULLET

LES MENACES DE LA SURVEILLANCE DE MASSE

« LES MURS ONT DES OREILLES »

Depuis qu'Edward Snowden¹ a levé le rideau sur l'opéra numérique de la surveillance globale en 2013, une chose est claire : Big Brother a quitté les pages de George Orwell pour s'inviter dans notre quotidien. Nul besoin de conspirations ou de chapeaux en aluminium : entre la reconnaissance faciale, les empreintes digitales et l'évolution effrénée de l'intelligence artificielle, nous sommes suivi.e.s à la trace avec une précision qui ferait rougir un.e détective privé.e. Aujourd'hui, la collecte de données est partout. D'un côté, celle-ci est légitimée par la sécurité nationale, et de l'autre, elle est offerte gracieusement à des géants du numérique en échange d'un filtre Instagram ou d'une playlist Spotify. Mais où cela s'arrête-t-il ? À quel point notre vie privée est-elle en jeu dans cet échiquier digital ? Quels sont les dangers réels de cette surveillance devenue norme sociétale ? Et surtout, quels remparts juridiques pour protéger nos libertés dans un monde où le savoir est pouvoir ?

LINA MEDKOURI

Ils et elles agissent comme s'ils étaient constamment observé.e.s, renforçant ainsi leur docilité conformisme. Dès lors, si le système carcéral a pour objectif d'enfermer pour redresser, faut-il en conclure que nous devons, nous aussi, être redressé.e.s ? Sommes-nous devenu.e.s les prisonnier.ère.s d'une société où tout est scruté et dont les paramètres de contrôle, insaisissables, nous dépassent ?

Cessons toutefois les interrogations pour aborder concrètement les menaces tapies derrière nos écrans. Le premier danger est l'absence flagrante de consentement dans l'emploi de nos données. Nous l'avons toutes expérimenté : vous parlez innocemment de chaussettes chauffantes, et voilà que votre fil Instagram regorge de publicités pour des chaussettes qui non seulement chauffent, mais jouent aussi de la musique. Bienvenue dans l'ère du capitalisme de surveillance, où vos données valent plus que de l'or, et où chaque clic alimente un système vorace, qui anticipe vos envies. Un monde où votre vie privée devient une marchandise et où vos choix ne sont plus tout à fait les vôtres, mais ceux d'un algorithme affamé.

« On voit tout, sans être jamais vu. » exprime Michel Foucault dans *Surveiller et punir*, afin d'illustrer un concept au cœur du phénomène de surveillance de masse : le *Panoptique*. Imaginé par Jeremy Bentham au XVIII^e siècle, il s'agit initialement d'une structure de surveillance pénitentiaire, conçue de telle sorte qu'un.e observateur.ice puisse surveiller en permanence les prisonnier.ère.s sans être vu.e. Cet agencement garantit un contrôle permanent des détenu.e.s qui agissent en conscience de leur exposition. Michel Foucault révèle dans son ouvrage en quoi le panoptisme est le reflet des mécanismes de pouvoir modernes : la surveillance constante, réelle ou potentielle, produit chez les individus une discipline intérieure.

Une deuxième menace de cette surveillance globalisée est l'érosion de la vie privée. Ce doux euphémisme explicite un phénomène digne d'une tragédie grecque : la disparition progressive de notre intimité. Ce n'est plus seulement une question d'être vu.e, mais de vivre avec l'idée que nos moindres gestes, likes et hésitations numériques laissent des traces indélébiles. Effectivement, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a constaté une augmentation de 24 % des notifications de violations de données personnelles en 2020 par rapport à l'année précédente, indiquant une tendance préoccupante en matière de protection de la vie privée².

Finalement, a b o r d o n s l'atteinte de ce phénomène à la liberté d'expression. Lorsque l'on sait que nos opinions peuvent être analysées, archivées et même retournées contre nous, difficile de ne pas ressentir un petit frisson d'autocensure. Pourquoi risquer une blague sur les algorithmes de YouTube si cela peut vous coûter un public futur ? Dans ce grand théâtre numérique, nous sommes à la fois acteur.ice.s et spectateur.ice.s, mais les scénarios sont écrits ailleurs.



Maintenant que nous avons dépeint un tableau d'horreur et de répression, qu'en est-il des mesures de protection mises en place ? Les révélations alarmantes de Snowden n'ont pas laissé la société absolument passive, et il a lui-même proposé des solutions. Parmi les pistes envisagées, certaines méritent une attention particulière. Renforcer la transparence des politiques de collecte de données est une première étape cruciale : savoir qui collecte quoi, comment et pourquoi, est indispensable pour restaurer la confiance des citoyen.ne.s. Protéger les données par des cadres juridiques plus universels, comme un Règlement Général de Protection des Données (RGPD) mondial, pourrait également uniformiser les normes et éviter les failles géographiques. Enfin, encourager le chiffrement des communications, tant pour les individus que pour les entreprises, offrirait une barrière technique contre l'exploitation abusive des données.

Néanmoins, face à l'insuffisance des institutions publiques à prendre des précautions, de nombreuses organisations indépendantes prennent le relais dans ce combat. En 2021, Frances Haugen, ancienne salariée de Facebook, expose une multitude de dossiers révélant l'exploitation massive des données des utilisateurs. Dès lors, elle met en place l'ONG

Beyond the Screen dont l'objectif est d'apporter un nouvel apport à l'expérience des réseaux sociaux par des mesures concrètes afin que chaque individu conserve un contrôle et une intimité sur ces plateformes.

Toutefois, ces dispositions ne suffisent pas si elles ne sont pas accompagnées d'une réelle volonté politique et sociétale. Les initiatives individuelles, à l'image de l'utilisation d'outils de protection de la vie

privée comme des navigateurs sécurisés ou des VPN, peuvent renforcer la résilience de chacun.e face à cette surveillance omniprésente. De même, il est impératif d'instaurer une éducation numérique : apprendre à naviguer de manière éclairée dans l'environnement digital est une arme précieuse contre les dérives du capitalisme de surveillance.

Ainsi, la solution ne repose pas uniquement sur des lois ou des outils technologiques. Elle nécessite une révolution culturelle dans notre rapport aux données, un changement de paradigme où chaque individu reprendrait le contrôle de sa vie numérique. La question reste ouverte : sommes-nous prêt.e.s à exiger cette liberté dans un monde où commodité et surveillance sont devenues indissociables ? C'est peut-être là que réside le plus grand défi du XXI^e siècle.

(1) Edward Snowden est un lanceur d'alerte. Ancien informaticien de la CIA (Central Intelligence Agency) et de la NSA (National Security Agency), il révèle au public en 2013 des dossiers classés top secrets quant à l'existence des programmes de surveillance de masse.

(2) Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Rapport d'activité 2020.

ENTRETIEN AVEC ABUDEH FADEL : ENTRE LES MONTAGNES ET LA MER

MÉLINA TORNOR

L'écho d'une Syrie en quête

Cela fait dix ans qu'Abudeh Fadel n'a plus remis les pieds en Syrie, son pays d'origine. « Tout homme civilisé a deux patries : la sienne et la Syrie » : si les propos de l'archéologue français André Parrot, ancien directeur du musée du Louvre, tentent de nous rappeler la richesse culturelle, ethnique, religieuse et historique qu'est la Syrie, la longévité du régime des al-Assad nous l'a fait oublier.

Le 8 décembre 2024, la chute du régime de Bachar al-Assad met fin à plus de treize ans de répression d'une grande violence contre le peuple syrien, et plus de soixante ans de terreur et de souffrance.

À l'occasion de ce numéro sur la liberté d'expression et sur la mémoire, Abudeh a beaucoup à dire. Je lui propose de préserver son anonymat. À la fin de notre entretien, il me répond : « Je ne peux pas rester anonyme, cela n'aurait pas de sens ».

Où étais-tu le 8 décembre dernier ?

J'étais ici, à Paris. Je parlais avec ma mère qui est en Syrie et avec des amis syriens que j'ai rencontrés dans un journal étudiant. Aucun Syrien n'a pu dormir la nuit du 7 au 8. On savait que le groupe Hayat Tahrir al-Sham (HTS) se dirigeait vers Damas. On savait que le pays que l'on avait connu ne sera plus le même.

Le matin du 8 décembre, quand j'apprends que Bachar al-Assad a obtenu l'asile en Russie, je ne sais pas quoi ressentir. Je n'ose pas appeler ma mère, ne sachant pas si elle a de l'électricité ; j'appelle alors mon père. Il n'est pas rassuré par l'arrivée des forces rebelles. La ville d'où je viens, Lattaquié, comporte une base militaire russe ; mon père pense qu'ils n'oseraient pas attaquer. Par contre, mes amis du collectif *Wanabqa* ont de la famille qui vit à Damas, dans le même quartier que Bachar al-Assad. Ils disaient avoir peur qu'ils les considèrent comme des alliés ou comme fidèles au gouvernement précédent.

Mes parents sont nés sous le régime des al-Assad. Mon grand-père, fervent opposant à Hafez al-Assad et à son régime militaire, aurait pu aller en prison ; il est décédé dans un accident de voiture avant que ce ne soit le cas. Ma grand-mère disait qu'un militaire ne pouvait pas être à la tête du pays : « Ah ! Regarde sa tête ! ».

Parle-moi du collectif *Wanabqa* et de tes amis syriens.

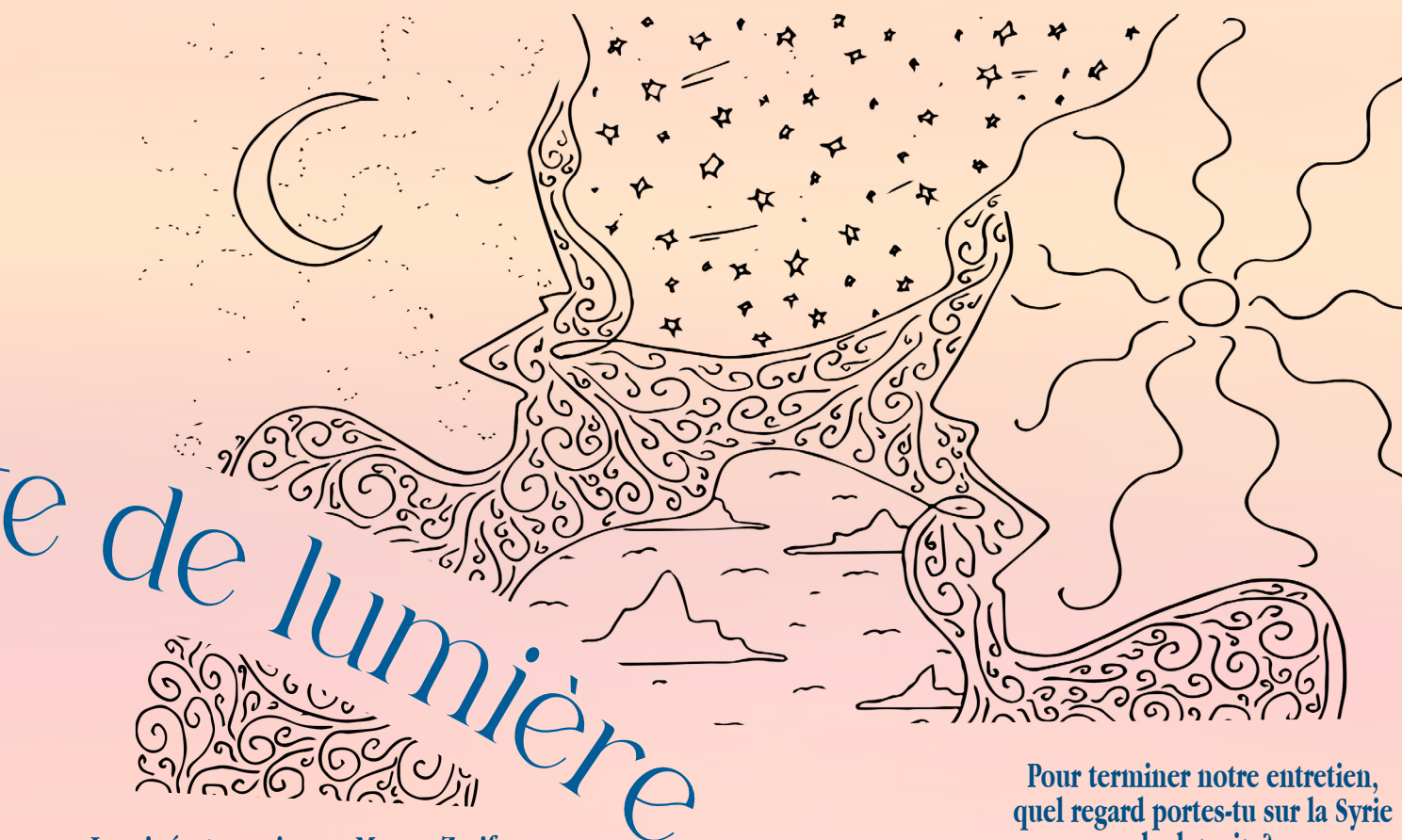
Mon ami Hani Al Allaf lance en 2017 son compte Instagram *Wanabqa* ; il y partage son expérience en tant que réfugié syrien au Canada, alors rejeté à

cause de ses origines. Son objectif est de repenser l'identité de la Syrie à travers la narration, le plaidoyer culturel et le dialogue. La Syrie n'est pas que guerre et désert comme peut le dire Trump. *We will remain*¹, telle est la traduction du collectif dirigé par des jeunes.

Il y a des *lives* une fois par semaine de personnes qui se livrent sur leurs expériences. C'est une véritable *safe place*. Le collectif apporte beaucoup de soutien à la communauté queer syrienne, qui est plus importante que l'on ne le pense. Cette rubrique est très appréciée par les abonné.e.s car personne n'ose en parler.

J'ai postulé en 2021 et j'ai été chargé de créer une série avec mon amie Sarah Moussa consacrée aux minorités religieuses, ethniques et culturelles : à travers ces articles, j'espérais avoir un impact significatif sur les Syriens afin que ces minorités soient reconnues et respectées. L'ignorance engendre la haine.

Les collectifs tels que *Wanabqa* représentaient une menace pour l'ancien régime syrien. À son échelle, avec ses soixante mille abonnés, Bachar al-Assad avait connaissance même de son existence.



La cinéaste syrienne Marya Zarif compare « l'exaltation [du 8 décembre] semblable à [celle de] la chute du mur de Berlin ». Qu'en penses-tu ?

Je comprends tout à fait. Il faut se dire que, pendant plus de cinquante ans, ta famille a vécu dans un gouvernement... Est-ce que l'on peut réellement parler de gouvernement ? À mes yeux, la Syrie est l'application même de 1984². Là-bas, les murs ont des oreilles. Mon grand-père maternel disait à mon père de ne rien dire de compromettant même si les autres le font, « d'acheter mais ne pas vendre ». Tu as tellement peur de parler, de tes propres pensées ; tu sais qu'ils te contrôlent.

Aujourd'hui, la parole se libère. On fait énormément de blagues, des memes circulent sur Bachar al-Assad. On a retrouvé des photos de lui dites « intimes » qui le décrédibilisent complètement comme dictateur.

Ta mère est en Syrie, quels changements as-tu observé dans vos échanges ?

Les deux premiers jours, elle disait avoir peur de tout. Dès que je ne

répondais pas, elle angoissait. Quand tu vois les djihadistes depuis ta fenêtre, lourdement armés avec leurs grosses barbes, ils te font peur. Mais, au fur et à mesure, les gens se sont habitués. Elle ose plaisanter avec les militants de HTS en leur disant de laver leurs voitures poussiéreuses. Elle ne sent plus obligée de supprimer ses conversations. Ma mère m'a dit que nous sommes un peuple qui a été élevé dans la peur, et que cette peur ne peut pas s'effacer du jour au lendemain ; peut-être que les plus jeunes y parviendront, a-t-elle ajouté.

Est-ce que ta famille est au courant de notre entretien ?

Non ! Personne n'est au courant, je leur dirais avant que l'article ne soit publié. J'attendais que le projet se concrétise. Mais ils ont l'habitude de mes prises de position. Ils me soutenaient lorsque j'étais dans le collectif.

Pour terminer notre entretien, quel regard portes-tu sur la Syrie de demain ?

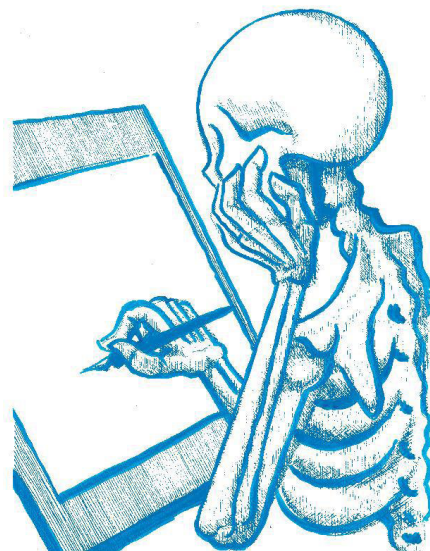
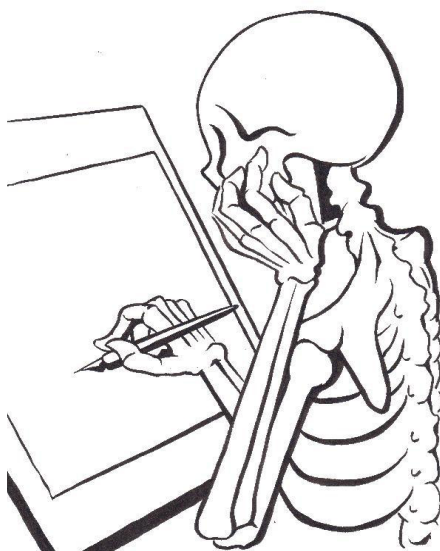
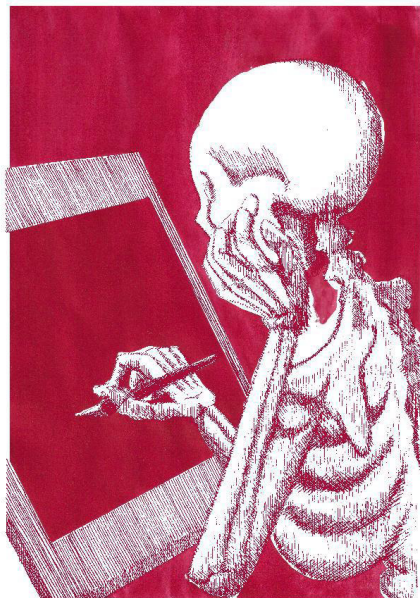
Je suis très attaché à mon pays. Mes meilleurs souvenirs sont en Syrie. Durant mon enfance jusqu'à mes quatorze ans, j'y passais tous mes étés avec ma famille. On allait à la mer dans ma ville d'origine, Lattaquié, à la montagne. Je me souviens du soleil, des citronniers [me montre son tatouage du citronnier sur le bras].

Si une nouvelle ère s'ouvre dans laquelle les Syriens expérimentent la liberté d'expression, je ne suis pas certain que les djihadistes acceptent ça. Mais il n'y a aucune garantie sans l'élaboration d'une Constitution syrienne. J'ai peur que cette liberté ne soit qu'une parenthèse avant de potentiellement basculer vers une dictature islamiste. Malgré ces incertitudes, j'essaie d'être optimiste et je rêve d'une Syrie libre et en paix.

(1) « Nous resterons » en français.

(2) Dystopie écrite par George

Orwell en 1949.



Antilope

Directrice

Méline Tornor

Rédactrices en chef

Valentine Pastor, Manon Kubiak, Emma Del Ponte

Président honoraire

Mario Ranieri Martinotti

Secrétaire générale de rédaction

Eya Karoui

Responsables de rubrique

Carlotta Penquer-Yalamow, Lina Medkouri, Manon Kubiak, Valentine Pastor, Emma Del Ponte, Raphaëlle Boullet, Anne Besse, Mattéo Drame, Chloé Flores et Clothilde Roques

Direction artistique

Lucia Lefèvre

Trésorier

Gabriel Desbordes

Responsables de la communication

Julie Eudes, Hannah Warmerdam et Eya Karoui

Responsable du pôle conférence

Hana Goudjil

Illustrateur.trice.s

Pakman, Céef, Lodi, Annah, Doga, Raphaëlle Boullet

Rédacteur.trice.s

Manon Kubiak, Valentine Pastor, M., Clothilde Roques, Alexandre Jadin, Carlotta Penquer-Yalamow, Raphaëlle Boullet, Lina Medkouri, Méline Tornor

Mise en page

Pauline Annibal

redaction.lagazelle@gmail.com

Facebook : Journal La Gazelle

Instagram : @journal_lagazelle

Imprimé à Condé-sur-Noireau par
Corlet Imprimeur SA

Association régie par
la loi de 1901 :
N° SIRET : 814 503 645 000 16

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

